



## Premier Examen Régional du Pacte Mondial pour des Migrations Sures, Ordonnées et Régulières (GCM) dans la Région Arabe

### Modèle guidant pour l'examen de la mise en œuvre du GCM

Ce modèle est conforme au cadre proposé par le Réseau des Nations Unies sur les migrations pour aider les états membres à revoir la mise en œuvre du GCM au niveau national, en préparation pour les examens régionaux. Il vise à fournir un aperçu et des éléments que les états membres pourraient prendre en considération lors de la préparation de l'examen national. Le modèle sert à promouvoir la cohérence et la comparabilité des examens entre les régions. Cette étude est de caractère volontaire, les pays ont la flexibilité de l'ajuster selon leur contexte et priorités nationales.

#### I. Méthodologie ( ne doit pas dépasser 500 mots)

Décrivez la méthodologie suivie pour préparer l'examen national du GCM:

- a. *Avez-vous établi un mécanisme responsable pour la coordination de l'examen ?  
Quelles sont les entités représentées dans le mécanisme de coordination ?  
Présente t-il un président ?*

Depuis l'adoption du GCM, le gouvernement jordanien a nommé des points focaux chargés essentiellement du suivi et de l'établissement des rapports sur la mise en œuvre du GCM. À ce jour, il existe des points focaux au sein des Ministères des Affaires étrangères et des Expatriés, de l'Intérieur (MoI), du Travail (MoL), de la Planification et de la Coopération Internationale (MoPIC). D'autres ministères tels que le Ministère de la Santé (MoH) et les unités / départements relevant de ces ministères sont également fortement impliqués, y compris le Département des Statistiques.

- b. *Si vous n'avez pas établi de mécanisme spécifique, qui était responsable de l'examen?*

Le Ministère des Affaires étrangères et des Expatriés (MoFAE) est responsable de l'examen et recueille les contributions des différents ministères concernés.

- c. *Quels organismes gouvernementaux étaient impliqués dans processus d'examen ?*

MoFAE, MoPIC, MoH and MoI

- d. *Avez-vous consulté les autorités locales pendant le processus d'examen (telles que les municipalités ou les gouvernorats)?*

N / A

- e. *Avez-vous collaboré avec différents intervenants non gouvernementaux ( tels que le secteur privé, les syndicats , les organisations de la société civile, le milieu universitaire, les communautés des migrants, etc.)? Si oui, avec qui vous êtes-vous engagé et comment ?*

En août, le gouvernement jordanien a tenu une réunion avec le Groupe de travail national des Nations Unies sur les migrations pour discuter les intérêts et les priorités. Les réunions suivantes comprendront les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres organismes pertinents.

- f. *Quelles sont les données disponibles pour vous pour réaliser l'examen ? Quelles difficultés avez-vous rencontrées pour obtenir les données?*

Le gouvernement jordanien a établi une politique pour régir la migration, notamment en créant une base de données unifiée de tous les résidents non-Jordanien en Jordanie. Cette base de données est basée sur les contributions et les mises à jour de toutes les entités pertinentes qui traitent avec ou fournissent des services aux migrants. L'analyse de ces données aide les dirigeants à élaborer des politiques et à prendre des décisions fondées sur des preuves. Les politiques régissant la migration en Jordanie ont pris en considération tous les types et les tendances migratoires, assurant la mise en application des lois nationales et en assurant la capacité d'atteindre les plus vulnérables pour leur fournir protection.

- g. *Etes-vous capable d'étudier tous les objectifs, ou avez-vous choisi de vous concentrer sur des objectifs spécifiques que vous considérez comme prioritaires dans votre pays? Pourquoi sont-ils une priorité?*

Cette revue ne donne qu'un bref aperçu du travail qui a été effectué en Jordanie en ce qui concerne le GCM. Cependant, les progrès ont été limités pour plusieurs raisons, dont la pandémie du COVID-19, qui a empêché la mise en œuvre du GCM d'être initiée dans des perspectives plus larges.

Néanmoins, assurer un travail décent et les mesures d'atténuation pour prévenir l'exploitation des travailleurs et d'autres formes d'exploitation ont été au premier plan pendant la période de confinement du printemps 2020.

- h. *Avez-vous reçu un soutien de l'équipe de pays des Nations Unies, et/ou du Réseau des Nations Unies sur les migrations pour préparer l'examen national ?*

Les bureaux de l'OIM et l'OIT ont fourni une assistance technique pour la préparation de l'examen national.

## II. Politique et environnement propice ( ne dois pas dépasser 1500 mots)

- a. *Le gouvernement a-t-il collaboré avec différentes parties prenantes dans la mise en œuvre du GCM ( comme par exemple, dans le développement des politiques liées à la migration, dans la conception et le suivi des projets migratoires appropriés, dans l'encouragement des dialogues multipartites, etc.) ? Si oui, veuillez énumérer les parties prenantes impliquées (par exemple, agences de recrutement, organisations de migrants...).*

Grâce au Groupe de travail national des Nations Unies sur les migrations, le gouvernement jordanien a pu mener des consultations et potentiellement collaborer sur les problèmes relatifs aux migrants avec un certain nombre d'agences de l'ONU, notamment l'OIM, OIT, UNHCR, UNODC, UNICEF, PNUD, UNFPA et le Bureau du Coordinateur Résident (UNRCO).

Comme perspective, ce groupe de travail a l'intention d'engager des organisations des secteurs de ONG et de la société civile.

- b. *Le gouvernement a-t-il intégré la mise en œuvre du GCM dans la mise en œuvre des ODD et d'autres processus pertinents? Si c'est le cas, comment?*

Le MoPIC est le coprésident du comité des Nations Unies et du gouvernement chargé de la mise en œuvre des ODD.

Outre, le cadre de développement durable des Nations Unies qui a été signé entre le MoPIC et l'ONU en 2017, le gouvernement jordanien avec le soutien de l'équipe de pays des Nations Unies en Jordanie a développé un cadre de reprise socio-économique (SEF) pour la Jordanie afin d'assurer une réponse adéquate au COVID- 19.

Le cadre n'est pas encore définitif, puisque les commentaires des ministères sur le projet ne sont pas encore finalisés. Le SEF reconnaît la vulnérabilité des travailleurs migrants dans le contexte jordanien et la nécessité d'agir pour répondre à leur situation.

- c. *Quelles politiques relatives à la migration avez-vous développées depuis l'adoption du GCM en décembre 2018? Avez-vous réformé les politiques existantes conformément au GCM? Lesquels? (veuillez indiquer le titre et la date des politiques). Quels défis et obstacles avez-vous rencontrés lors de l'élaboration ou de la réforme de ces politiques? Avez-vous adopté des politiques spécifiques ciblant les migrants lors la pandémie du COVID-19?*

Un Règlement sur les travailleurs domestiques a été publié par le Ministère du Travail, avec une amélioration de la protection des travailleurs domestiques par rapport au règlement précédent. Le règlement a été publié dans le Journal officiel en juillet 2020. L'un des principaux défis de la réforme de ces politiques était d'impliquer les parties prenantes concernées dans la réforme de la réglementation ainsi que le temps nécessaire pour adopter ces changements.

Une copie révisée de la loi contre la traite a été préparée et finalisée à la fin 2019 par le Comité national de lutte contre la traite des personnes. Le projet de loi a été soumis par le Ministère de la Justice au nom du Comité du Parlement. Cependant, il n'a pas encore été publié par le Parlement.

- d. *Pouvez-vous préciser les politiques et / ou les dispositions des politiques que vous avez développées ou incorporées par rapport à une catégorie de migrants spécifique, comme les femmes travailleuses migrantes, les enfants migrants et les migrants sans papiers ?*

Le Règlement sur travailleurs domestiques a introduit une protection renforcée pour le paiement des salaires, les plaintes contre la vie privée et le droit des travailleurs de quitter leur travail en cas de violence sexuelle ou physique ou de violation des droits fondamentaux des

travailleurs.

Voir au dessus.

- e. *Avez-vous dû adopter de nouvelles politiques ou mesures en raison des dynamiques, des politiques ou des mesures migratoires régionales?*

Voir au dessus.

- f. *Avez-vous adopté des réformes institutionnelles pour répondre au GCM (avez-vous mis en place de nouveaux organismes ou mécanismes, ou restructuré ceux qui existent ? Avez-vous modifié les procédures de travail?)*
- g. *Existe-t-il des stratégies, cadres et plans de mise en œuvre régionaux pertinents, sous-régionaux et interrégionaux ? Comment avez-vous contribué à leur mise en œuvre? Quelles sont les principales lacunes et défis auxquels vous êtes confronté dans la mise en œuvre?*

N/A

III. Progrès des objectifs du GCM (ne doit pas dépasser 2000 mots)

- a. *Votre gouvernement a-t-il élaboré des plans de mise en œuvre pour le GCM? Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre des 23 objectifs du GCM?*

À ce jour, le gouvernement jordanien n'a développé aucun plan de mise en œuvre dédié au GCM. Cependant, la perspective de la migration a été prise en compte des plans de développement pour lutter contre les effets de la pandémie du COVID-19 ainsi que des plans concentrés sur le travail de l'ONU en Jordanie dans une perspective plus large (CCA). Le statut des 23 objectifs du GCM reste à évaluer correctement.

- b. *Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour intégrer les principes directeurs du GCM dans les cadres de la gouvernance de la migration et les plans de mise en œuvre du GCM ?*

Voir au dessus.

- c. *Quels succès, défis et lacunes rencontrez-vous pour atteindre les objectifs du GCM? Quels risques potentiels prévoyez-vous? Comment pourraient-ils être traités? Avez-vous pris des mesures d'atténuation? (veuillez mettre en évidence les tendances, les réussites, les défis, les problèmes émergents, y compris ceux qui sont influencés par les dynamiques régionales)*

A l'avenir, un certain nombre de facteurs posent un risque pour les migrants en Jordanie. Tout d'abord et avant tout la progression de la pandémie et les conséquences des mesures prises pour atténuer la propagation du virus. De telles actions affectent considérablement les migrants déjà vulnérables et risquent de les mettre dans une position encore plus vulnérable. Au-delà des risques plus évident et direct du manque d'accès à la nourriture et à l'eau à cause du confinement total, la crise économique mondiale risque d'affecter l'accès au travail des travailleurs migrants et les mettre dans une position plus vulnérable. Par exemple, l'industrie du vêtement dans le monde a été particulièrement touché par la crise économique causé par la pandémie, ce qui a également affecté l'industrie du vêtement en Jordanie. Des mesures ont été prises par le gouvernement jordanien pour diminuer les effets de ces risques sur les

migrants. Récemment, le nouveau Ministre du Travail a autorisé les travailleurs migrants qui se sont inscrits sur le portail des congés mais qui n'ont pas retiré leurs droits à la sécurité sociale de rester et de travailler dans le pays (ce qui n'était pas autorisé auparavant).

Il existe également un risque de résurgence du conflit dans les pays voisins tels que la Syrie, l'Irak et la Palestine, ce qui entraînerait un afflux de réfugiés et de migrants en Jordanie.

Il est probable que les Jordaniens qui travaillent à l'étranger, notamment dans les pays du Golfe, rentent chez eux après avoir perdu leurs emplois en raison de la crise économique causé par le COVID-19 et de la chute des prix du pétrole. Une migration vers l'intérieur entraînera probablement une augmentation du taux de chômage et perturbera le marché du travail en Jordanie, d'autant plus que la plupart des Jordaniens à l'étranger sont hautement qualifiés alors que les emplois disponibles en Jordanie sont réservés aux travailleurs peu qualifiés.

- d. *Quelles sont les pratiques prometteuses et les leçons apprises qui peuvent être pertinentes pour d'autres pays de la région (ou entre les régions)? Veuillez mettre en évidence les politiques innovantes ou les pratiques prometteuses liées à l'un des objectifs, en particulier celles pour les catégories de migrants les plus vulnérables. si possible, les informations devraient être basées sur des données statistiques et qualitatives.*

Avant la situation du COVID-19, le Ministère du Travail s'efforçait d'identifier des marchés du travail alternatifs et il a conclu un accord avec l'Allemagne. Un tel processus peut être reproduit pour d'autres pays de destination.

La migration de travail temporaire, qui contribue au développement durable en Jordanie, en répondant à la demande de travail dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, des vêtements et du travail domestique et dans les pays d'origine des migrants, ainsi qu'en offrant des avantages directes aux travailleurs migrants et à leurs familles, peut être une bonne pratique.

Cependant, des mesures supplémentaires politiques et législatives sont nécessaires afin d'assurer une approche plus holistique de la migration vers la Jordanie concernant l'admission, le séjour et le départ des travailleurs migrants en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et au travail et au GCM. A cet égard, une coopération bilatérale plus visée avec les pays d'origine des travailleurs migrants peut aussi être développée

#### IV. Moyens de mise en œuvre (ne doit pas dépasser 500 mots)

- a. *Comment mobilisez-vous les moyens de mise en œuvre pour assurer que les objectifs du GCM sont atteints (par exemple, allocation budgétaire, création de partenariats, collecte de données, renforcement des capacités)?*

En ce qui concerne les problèmes liés à la migration, la Jordanie entretient de solides relations avec les agences des Nations Unies, de l'OIM et de l'OIT. Les deux organisations ont bien soutenu le gouvernement jordanien dans les préparations et les consultations menant à la signature du GCM. Par la suite, ils ont été impliqués dans la création du Groupe de travail national des Nations Unies sur les migrations (2019), qui vise à rassembler toutes les

organisations de l'ONU et les organisations non gouvernementales pertinentes en Jordanie, pour travailler avec le gouvernement jordanien dans la mise en œuvre du GCM. Le travail du Groupe de travail national des Nations Unies sur les migrations est encore à sa phase initiale, se concentrant sur la connexion de toutes les parties concernées et la définition des perspectives qu'elles vont la suivre. La pandémie du COVID-19 a ralenti ce travail, puisqu'elles se sont concentrées sur la limitations des conséquences de la pandémie. Cependant, après la première réunion semestrielle avec le gouvernement jordanien en août 2020, les travaux du groupe ont de nouveau repris et une année 2021 productive est envisagées.

b. . *Quels défis rencontrez-vous dans la mobilisation des moyens de mise en œuvre?*

A la suite de la guerre civile syrienne, la Jordanie ayant reçu un nombre important de réfugiés, ainsi que la pandémie actuelle, la lassitude des donateurs devient un obstacle principal à la mobilisation des ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre du GCM. Les migrants contribuent au développement durable dans les pays destinataires et d'origine; cependant, au milieu de la crise des réfugiés et de l'instabilité régionale, ce fait n'est pas aussi clair qu'il devrait l'être dans l'esprit du public et des praticiens.

c. *Quelles sont les ressources supplémentaires dont vous avez besoin? Avez-vous un plan pour les mobiliser?*

Reste à identifier.

V. Perspective (ne doit pas dépasser 500 mots)

a. *En se basant sur les résultats de cette revue , quels domaines considérez-vous comme une priorité? Quelles étapes prévoyez-vous pour améliorer la mise en œuvre du GCM?*

Le gouvernement jordanien continuera de travailler avec le Groupe de travail national des Nations Unies sur les migrations et d'autres partenaires concernés pour s'assurer que le GCM sera mis en œuvre. La première étape en consultation avec les parties concernées consistera à élaborer une méthodologie pour déterminer la marche à suivre et pour servir de document de référence dans la levée de fonds pour les programmes nécessaire.

b. *Comment les résultats de l'examen seront-ils diffusés? Quelles sont les procédures supplémentaires que vous comptez prendre en considération pour la première IMRF qui se tiendra en 2022 ?*

Le MoFAE a partagé ce rapport avec les ministères concernés et recueilli leurs contributions. D'autres parties prenantes concernées seront également contactées et le rapport sera régulièrement mis à jour. Le MoFAE sollicitera le soutien du Groupe de travail national des Nations Unies sur les migrations pour organiser une réunion interministérielle afin de discuter et convenir de la perspective à suivre.